

auditoire auquel il a laissé de profondes et durables impressions. Toutes les personnes qui avaient suivi ces pieux exercices ont pris part à la communion générale ; et quand il a fallu se quitter, on ne l'a fait qu'avec le désir de se rencontrer de nouveau rassemblés dans les mêmes sentiments, et qu'avec l'espoir de voir ce bienfait de la retraite, reçu avec reconnaissance, s'étendre à d'autres, et produire en eux les mêmes grâces et le même bonheur.

Voilà quelques traits comme nous en apporte le courrier de chaque jour. Ces nouvelles-là ne font pas hausser ni fléchir les fonds publics ; elles ne remuent ni les passions politiques ni les intérêts mercantiles ; elles sont traitées avec indifférence par beaucoup ; elles allumeront la colère de quelques uns. Certains esprits rétrogrades en seront alarmés ; le *Constitutionnel* criera aux jésuites et aux missions. Mais le courroux des uns passera comme les frayeurs des autres ; les clameurs voltairiennes n'ont plus d'échos que dans la tombe ! et le catholicisme poursuivra sa divine carrière, faisant le bien partout, guérissant les malades d'esprits et reconstituant peu à peu les éléments de l'ordre, de la paix, de la société ici-bas, en même temps qu'il conduit les hommes à leurs glorieuses et immortelles destinées.

BULLETIN.

Nouvelles d'Europe.—Spectacles.

Monseigneur a consacré samedi un autel à Ste. Thérèse et un autre à St. Martin dimanche dernier. S. G. est revenue hier à Montréal.

Nous avons reçu par l'*Acadia* des nouvelles d'Europe. L'Espagne et l'Irlande, voilà les deux grandes préoccupations politiques. Et c'est à bon droit, car ces deux pays, selon le résultat de leur réciproque agitation, peuvent donner la paix ou la guerre à l'Europe. L'Angleterre est sérieusement intéressée dans ces deux contrées, et dans ce moment elle se trouve dans la situation la plus critique vis-à-vis de l'une et de l'autre. L'incertitude de l'avenir, l'éventualité moins calculable que jamais des évènements qu'il doit enfanter, jettent dans ses conseils un trouble, une incertitude, une timidité même qui n'est pas dans ses habitudes et qui frappe les moins attentifs. A l'occasion de l'Irlande sir R. Peel s'est trouvé obligé par une nécessité de position impossible à décliner, de répondre à un acte d'accusation énergiquement formulé à la chambre par plusieurs députés irlandais. On attendait avec anxiété la réponse du ministre qui devait être celle de la majorité du cabinet. C'était pour lui l'occasion la plus belle de se montrer généreux et libéral, si la politique de conciliation qu'on lui attribue avait triomphé dans le conseil, ou bien de faire acte d'habile politique et d'adroit diplomate dans le cas contraire. Il n'a fait ni l'un ni l'autre selon nous. Et ce sera un document curieux que la réfutation que ne manquera pas de faire O'Connell du discours-ministre de son adversaire. Sir R. Peel nous a paru d'une pauvreté et d'une faiblesse extrême dans le commencement de son argumentation. Il avait malheureusement à défendre la plus mauvaise cause du monde : justifier le conduite de l'Angleterre vis-à-vis de l'Irlande sous le double rapport politique et religieux, non seulement sous son ministère actuel, mais sous les ministères et les gouvernements précédens ; la tâche était rude et le succès évidemment désespéré. Aussi se débattit-il plein de défiance au milieu de petits moyens, de pitoyables excuses qui ne prouvèrent qu'une chose, l'accablante vérité de l'accusation, qui semblait, dans cette séance solennelle, peser de tout son poids sur l'infortuné avocat de la couronne, qui devait en sentir mieux que personne l'énormité. En effet, quelle position pour un ministre que de se trouver d'un côté en face d'un peuple entier qui demande une justice qu'on reconnaît universellement lui devoir, et de l'autre chargé des intérêts d'un gouvernement qui se suicide s'il fait droit à ces demandes ! Ajoutez que la marche qu'il doit suivre n'est nullement tracée, qu'il est à la merci de ses ennemis, et que s'il déserte son poste ou qu'il succombe en le défendant, ce sera sans gloire dans tous les cas. Telle est la situation du ministère anglais. Malgré la diplomatie de langage que dut employer sir R. Peel dans cette circonstance, il fut cependant obligé d'être assez explicite pour déclarer nettement que le gouvernement était résolu DE NE JAMAIS ACCORDER LE RAPPEL DE L'ACTE D'UNION NI AUCUNE MODIFICATION EN CE QUI CONCERNE L'ÉGLISE ÉTABLIE ET SES REVENUS. Il termina son malheureux plaidoyer par une prière aux catholiques dans laquelle il essaie de leur persuader qu'ils sont Anglais avant d'être catholiques et Irlandais : c'est fort.....! Mais cette péroraison démontre, outre la faiblesse, la peur qu'éprouve le gouvernement et que malgré son envie il ne saurait plus dissimuler. O'Connell saura profiter de tout cela, et sa puissance aux dernières dates, étaient plus grande et plus menaçante que jamais.

Nous donnerons successivement quelques discours remarquables du grand agitateur, et dans notre prochain numéro celui de R. Peel.

Il n'y a que huit jours, nous disions qu'Espartero ne pouvait plus désormais se relever de l'impopularité que lui avait faite sa conduite, que son reste de puissance ne pouvait plus que décroître, que ses soldats mêmes, le dernier appui qui lui fût resté fidèle, ne consentiraient plus longtemps à être les lieuteurs d'un tyran et qu'ils se souviendraient qu'ils étaient Espagnols afin de cesser d'être bourreaux. Tout ce que nous avons prévu est arrivé et beaucoup plus promptement que nous ne l'espérions, car au moment où nous disions nos prévisions les faits étaient accomplis. Le soulèvement n'est plus borné à quelques provinces isolées, il est devenu général, il se propage d'un bout du royaume à l'autre ; et l'on compte à présent, non plus les provinces restées fidèles au régent, mais les villes qui ne se sont pas encore soulevées et les personnes qui ne l'ont pas encore abandonné. Les troupes de terre et de mer se sont détachées en masse de son parti pour se réunir aux généraux du parti opposé. Madrid est en état de siège. On ne compte plus guère que Cadix, qui soit demeurée entièrement fidèle. On se souvient qu'Espartero était parti de la capitale avec une grande confiance de comprimer bientôt la révolte. Il comptait sur ses succès précédens et sur le dévouement de ses généraux et de son armée. Des premiers, il ne lui reste que ceux dont les excès ont fermé la voie à tout retour et qui, repoussés de tous les partis, ne peuvent plus être que de celui du tyran dont ils défendront la cause jusqu'à la dernière extrémité. A peine le régent avait-il franchi les murs de Madrid pour marcher sur Valence, qu'il apprit que le foyer de l'insurrection n'était plus seulement en Catalogne, mais qu'il se trouvait entouré de toutes parts d'ennemis, en même temps que les déflections multipliées dans les régimens menaçaient de le livrer à la merci de ceux qu'il allait combattre. Il voulut se replier pour opérer sa jonction avec les corps de Zurbano et des autres généraux qui étaient restés fidèles : il n'était plus temps, et aux dernières dates, il se trouvait dans la position la plus critique, séparé de la capitale et de ses principales forces, bloqué en quelque sorte au milieu de son armée, isolé et fugitif. Nous ne serions pas surpris d'apprendre par les prochains arrivages qu'il ait abdiqué son autorité pour sauver sa vie ; et dans ce cas même nous ne pensons pas son salut assuré, car le peuple espagnol a de sanglantes et terribles représailles à exercer ; et si Espartero succombe, il ne pourra conserver ses jours qu'en se vouant à l'exil. On a craint que le projet des espartéristes ne fût d'enlever la jeune reine pour la transporter dans quelque ville éloignée et demeurée fidèle, à Cadix, par exemple. Mais outre qu'un coup d'état semblable est une mesure désespérée dont l'effet n'est pas certain, l'exécution en est à présent à peu près impossible. Les évènements se sont succédés avec tant de rapidité qu'ils n'ont pas laissé le temps au gouvernement de rien prévoir et de prendre aucune mesure de sûreté générale.—Telle est en ce moment la situation de la péninsule. Devons-nous nous en applaudir ? Nous n'oserions encore le dire. Car bien que le mouvement soit dirigé contre l'oppression et l'injustice, on ne sait encore ce qui va surgir de cette guerre de la liberté contre la tyrannie. Ce n'est pas tout de détruire, il faut réédifier ; et que mettra-t-on à la place de la régence actuelle ? Les gouvernemens qui ont précédé celui d'Espartero ne nous ont laissé aucun regret : s'ils n'ont pas commis toutes ses fautes et tous ses crimes, ils les ont préparés, et ils ne sont pas exempts de blâme. Ce n'est donc pas une restauration pure et simple qu'il faut à l'Espagne. D'ailleurs tous ces vaillans généraux, ces hommes d'état, ces villes et ces provinces héroïques qui ont secoué le joug, étaient d'accord et unanimes pour conquérir leur liberté ; mais le seront-ils pour en faire un bon et saint usage ? Voilà ce qui, la chute du régent supposée un fait accompli, fait la préoccupation des amis de l'ordre, de la religion, de la liberté et du bonheur en Espagne. Quant à l'Angleterre elle a perdu là tous ses frais et toute son influence ; et ce n'est pas un des moindres chagrins et des moindres embarras de son ministère. O'Connell qui s'en réjouit saura bien nous le dire.

Il y a longtemps que nous nous sentons pressés par l'intérêt et l'honneur de notre pays de nous élever contre les spéculations immorales que font parmi nous cette foule d'étrangers avec leurs théâtres, leurs cirques, leurs serinettes, leurs marionnettes, leurs singes, leurs cochons savans, etc. etc. Mais pour être tardives, nos réflexions n'en sont pas moins opportunes ; car voici que les journaux nous annoncent pour le 12 un soi-disant opéra français, et